



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CGT Éduc'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex

Mel : unsen@ferc.cgt.fr - Site : www.unsen.cgt.fr

Contact Presse : Jérôme SINOT 06 07 58 44 97

Éducation nationale : l'austérité poursuivie et assumée.

En évoquant au Sénat puis dans la presse, le gel des postes et la maîtrise des dépenses dans l'Éducation nationale au cours des années à venir, le ministre de l'Éducation confirme deux choses : qu'il n'est pas fidèle quant aux engagements pris envers les syndicats il y a quelques semaines et que le gouvernement Macron-Philippe assume d'emblée une politique de rigueur budgétaire.

Alors que le candidat Macron avait promis la création de 5000 postes dans l'Éducation nationale sur le quinquennat, le nouveau président revient déjà sur cette promesse.

La CGT Éduc'action n'est pas surprise de cette décision qui correspond pleinement à la volonté du président d'intensifier le gel des dépenses publiques et de réduire, sur le dos des personnels et des usager-ères, les investissements dans la Fonction publique. Et comme l'annonce du ministre Blanquer ne suffisait pas, le ministre des comptes publics enfonce à son tour le clou en annonçant le gel du point d'indice de tous les fonctionnaires pour 2018.

Ces décisions sont aussi graves qu'incompréhensibles à l'heure où le ministre proclame la mise en place d'un certain nombre de mesures éducatives qui nécessitent des recrutements et des financements : dédoublement des CP et CE1 (2000 créations promises par le président de la République) et augmentation des primes des personnels en éducation prioritaire, mais aussi dispositifs *Devoirs faits*. L'instauration du dédoublement des CP-CE1 se fera donc à moyens constants, entraînant le redéploiement des postes et donc une augmentation des effectifs par classe.

Pour la CGT Éduc'action, c'est la programmation assumée et l'amplification d'une politique d'austérité, maintes fois utilisée sans succès pour l'économie, basée sur la maîtrise des fonds publics et des discours prônant *l'efficacité* de l'utilisation de ces fonds. On est bien loin du renouveau annoncé. La CGT Éduc'action condamne et combattra cette politique de rigueur budgétaire qui entraînera obligatoirement une dégradation des conditions d'étude des élèves et de travail des personnels.

Montreuil, le 03 juillet 2017